

L'OTAN – Un réseau militaire mondialisé

Par [Peter Koenig](#)

Mondialisation.ca, 12 octobre 2026

Thème: Guerre USA OTAN



L'OTAN est le prolongement de l'Union européenne (UE) ; elle incarne la militarisation du bloc européen.

L'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) assure la protection militaire de la mondialisation.

L'OTAN cherche à dissimuler sa véritable mission, qui consiste à relier entre eux tous les pays occidentaux, au moins, ainsi que les « Five Eyes » (Australie, Canada, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni et États-Unis), et le Japon, par le biais d'une stratégie militaire commune et d'un équipement militaire commun. Peut-on parler d'un « pacte militaire » clandestin ?

Nous parlons ici des 32 membres de l'OTAN, auxquels s'ajoutent l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Japon, ce qui assurera à l'OTAN une présence immédiate dans le Pacifique.

De nombreux pays non membres de l'OTAN, mais considérés comme des alliés des États-Unis en Asie-Pacifique et en Amérique latine, sont tacitement – voire souvent de manière moins que tacite – contraints de se plier aux règles imposées par les États-Unis et l'OTAN. En Asie, les Philippines, l'Indonésie et même le Vietnam, pour n'en citer que quelques-uns, restent officiellement des pays souverains, mais ils suivent en silence les directives des États-Unis et de l'OTAN. Le Vietnam, bien que politiquement orienté à gauche, a élevé en septembre 2023 ses relations avec Washington au rang de « partenariat stratégique global », incluant une coopération en matière de défense et de sécurité, ce qui équivaut à une alliance militaire.

De même, en Amérique latine, au cours des deux dernières années environ, la doctrine Monroe/Donroe s'est imposée, sans grand tapage, sous de nouvelles formes et avec de nouvelles normes.

Les gouvernements socialistes ou de gauche ont été progressivement remplacés par des gouvernements fortement conservateurs, endoctrinés par Washington – et marqués par l'influence de Trump. Entre 2024 et 2026 environ, un net glissement vers la droite s'est opéré dans une grande partie de l'Amérique latine, plusieurs pays ayant récemment adopté des gouvernements de droite ou d'extrême droite.

Voici les pays qui sont passés de la gauche à la droite : Argentine (2023–2024) ; Chili (2025–2026) ; Bolivie (2025) ; Honduras (2025) ; Costa Rica (2026) ; Pérou (2026) ; Colombie (2026) ; Équateur (2025) ; Panama (2024).

Le Pérou constitue un exemple typique. Peu après son « élection » en juin 2026, largement soutenue par les États-Unis, **la présidente Keiko Fujimori** vient de commander 24 nouveaux avions de chasse Lockheed Martin F-16 Block 70 (F-16V Viper) d'une valeur estimée entre 3,4 et 3,5 milliards de dollars, une somme qui vient alourdir le déficit déjà astronomique du Pérou. Elle a également renouvelé le contrat de son père avec la tristement célèbre école de formation militaire « School of the Americas ».

De même, depuis 2025, l'Argentine, la Colombie et le Chili ont déjà passé des contrats ou sont en passe d'acheter des avions de combat compatibles avec l'OTAN.

N'oubliez pas que tous les équipements militaires de l'OTAN sont interconnectés pour permettre un échange immédiat de données (militaires) et regroupés sous le contrôle ultime de Washington.

De nombreuses analyses décrivent cette situation comme le rééquilibrage politique le plus marqué de la région Amérique latine et Caraïbes (ALC) depuis deux décennies, avec sept élections présidentielles consécutives, à partir de fin 2024, remportées par des candidats de droite ou d'extrême droite. Des gouvernements de droite sont désormais en place dans une douzaine de pays.

N'oubliez pas que tous les équipements militaires de l'OTAN sont interconnectés pour permettre un échange immédiat de données (militaires) et regroupés sous le contrôle ultime de Washington.

De nombreuses analyses décrivent cette situation comme le rééquilibrage politique le plus marqué de la région Amérique latine et Caraïbes (ALC) depuis deux décennies, avec sept élections présidentielles consécutives, à partir de fin 2024, remportées par des candidats de droite ou d'extrême droite. Des gouvernements de droite sont désormais en place dans une douzaine de pays.





Image : Flavio Bolsonaro avec le président américain Donald Trump en mai 2026. (Domaine public)

Sous la présidence de Lula, le Brésil reste officiellement un pays réfractaire.

Cependant, Flavio Bolsanero a remporté le premier tour des élections contre Lula le 4 octobre dernier, mais un deuxième tour est prévu le 25 octobre prochain. [Flávio Bolsonaro est le fils de l'ancien président Jair Bolsonaro].

Pour aller plus loin : Le président du Brésil sera désigné lors d'un second tour. Par [Lucas Leiroz de Almeida](#), 05 octobre 2026

Flávio a remporté le premier tour le 4 octobre 2026 ; une victoire de la droite au second tour est possible le 25 octobre. Les propagandistes de Trump, et d'autres encore – comme le ministre des Affaires étrangères **Marco Rubio** – seraient particulièrement actifs pour promouvoir Flávio Bolsonaro auprès de la population, tandis que les avocats de Trump s'efforcent de faire libérer le père de Flávio, Jair Bolsonaro, de prison [en résidence surveillée].

Au Salvador, peut-être un précurseur planifié, le changement a été progressif, confirmé lors des élections de 2019, avec une consolidation de l'extrême droite par **Nayib Bukele** en 2023.

Ces nouveaux « blocs » en Asie et en Amérique latine – les nouveaux blocs de Donroe – seront « guidés », voire contraints, à doter leur armée de nouveaux armements et avions de type OTAN, ainsi que de missiles et de boucliers de défense, afin d'être interconnectés à l'échelle mondiale. On parlera de « bouclier protecteur », alors qu'en réalité, ils constitueront l'armée du nouvel ordre mondial mondialiste.

Tout l'équipement militaire devra provenir de l'OTAN, en grande partie, voire entièrement, du complexe militaro-industriel américain (US MIC) : avions de chasse, missiles offensifs et défensifs, système de défense Patriot (et ses successeurs), drones... Tous seront interconnectés, échangeront des données militaires entre eux, et toutes les informations militaires des pays connectés seront centralisées à Washington, plus précisément au Pentagone, qui en assurera le contrôle global. Tel est le plan.

Cela fonctionnera-t-il ? Cela dépendra en grande partie de la prise de conscience des populations concernées.

La souveraineté des pays en matière de confidentialité disparaîtra. La plupart des pièces de rechange pour les équipements militaires issus du MIC américain seront contrôlées par Washington/le Pentagone ; cela signifie que leur livraison – ou leur non-livraison – pourrait servir à faire chanter les pays opposés ou « dissidents », ceux qui s'écartent du discours dicté par Washington et l'OTAN, afin de les ramener dans le rang, sous peine de les priver de système de défense nationale, ou pire encore, de leur infliger un ensemble effroyable de sanctions. Tout ce dont ils disposent, ce sont des équipements de l'OTAN.

Imaginez : tous les pays, absorbés par la protection militaire de l'OTAN dans le sillage d'une mondialisation galopante, se retrouveraient dépourvus de défense militaire indépendante, dépendant entièrement de la bonne volonté de Washington.

On pense immédiatement à **l'ancien président français, le général de Gaulle** [1890-1970], lorsqu'il a quitté l'OTAN en mars 1966.

Il a officiellement annoncé cette décision dans une lettre adressée au **président américain Lyndon B. Johnson**, déclarant que la France reprendrait la pleine souveraineté sur son territoire et son espace aérien.

De plus, il a conseillé aux pays européens de faire de même, afin de s'affranchir de la « protection » militaire américaine et de préserver leur propre souveraineté tant militaire que civile.

Depuis la création de l'OTAN en 1949 (12 membres : Belgique, Canada, Danemark, France, Islande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Norvège, Portugal, Royaume-Uni, États-Unis), son élargissement s'est déroulé en dix vagues, les trois premières ayant eu lieu jusqu'en 1985 [1952 : Grèce et Turquie ; 1955 : l'Allemagne de l'Ouest ; l'Allemagne de l'Est a été intégrée lors de la réunification en 1990 ; et 1982 : l'Espagne], portant le nombre total de membres à 16 lors de la désintégration de l'Union soviétique.

L'OTAN a été officiellement créée en 1949. En réponse à l'OTAN, et notamment à l'adhésion de l'Allemagne de l'Ouest à cette organisation, **l'Union soviétique a mis en place le Pacte de Varsovie en 1955 avec les pays d'Europe de l'Est.** L'OTAN se présentait comme un bouclier protégeant l'Occident contre l'Union soviétique et la Guerre froide qui s'ensuivit, une invention de l'Occident qui n'existait que comme outil de propagande.

Avec l'effondrement de l'Union soviétique, lors d'une dernière réunion à Prague, le Pacte de Varsovie a été dissous le 1er juillet 1991. Cela, compte tenu du rôle officiel de l'OTAN en tant que protectrice contre une expansion potentielle de l'URSS, rendait l'OTAN obsolète. L'OTAN aurait également dû être dissoute en 1991. Mais cela n'a pas été le cas.

Au lieu d'être dissoute, l'OTAN s'est vu confier une autre mission, bien plus importante, celle qui se déroule actuellement. Espérons que tous les pays et tous les peuples comprendront bientôt en quoi consiste cette mission néfaste de l'OTAN : un ordre mondial militarisé.

Cependant, loin d'être démantelée, l'OTAN a connu une expansion fulgurante après 1999 – et ce, jusqu'à aujourd'hui.

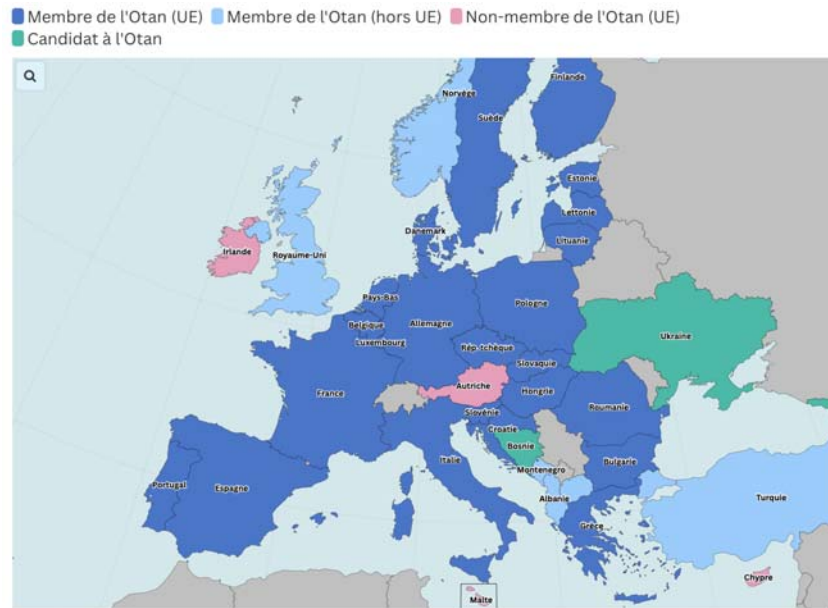
Les 4e à 10e vagues d'élargissement ont vu l'adhésion, en 1999, de la République tchèque, de la Hongrie et de la Pologne (portant le nombre total de membres à 19) ; en 2004, de la Bulgarie, de l'Estonie, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Roumanie, de la Slovaquie et de la Slovénie (26) ; en 2009, l'Albanie et la Croatie (28) ; en 2017, le Monténégro (29) ; en 2020, la Macédoine du Nord (30) ; en 2023, la Finlande (30) ; et en 2024, la Suède.

Cet élargissement de l'OTAN, qui se rapproche toujours davantage de Moscou, constitue une violation d'un accord verbal conclu en 1991, lorsque **le secrétaire d'État américain, James Baker**, avait déclaré expressément « pas un pouce » au dirigeant soviétique Mikhaïl Gorbatchev lors de discussions à Moscou le 9 février 1990. Cela signifiait qu'il n'y aurait pas un pouce d'expansion au-delà de l'Allemagne.

Cependant, loin d'être démantelée, l'OTAN a connu une expansion fulgurante après 1999 – et ce, jusqu'à aujourd'hui.

Les 4e à 10e vagues d'élargissement ont vu l'adhésion, en 1999, de la République tchèque, de la Hongrie et de la Pologne (portant le nombre total de membres à 19) ; en 2004, de la Bulgarie, de l'Estonie, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Roumanie, de la Slovaquie et de la Slovénie (26) ; en 2009, l'Albanie et la Croatie (28) ; en 2017, le Monténégro (29) ; en 2020, la Macédoine du Nord (30) ; en 2023, la Finlande (30) ; et en

2024, la Suède.



Source : [Otan](https://www.nato.int/fr/about-us/organization/nato-member-countries)

Source de la carte : <https://www.nato.int/fr/about-us/organization/nato-member-countries>

Cet élargissement de l'OTAN, qui se rapproche toujours davantage de Moscou, constitue une violation d'un accord verbal conclu en 1991, lorsque le secrétaire d'État américain, James Baker, avait déclaré expressément « pas un pouce » au dirigeant soviétique Mikhaïl Gorbatchev lors de discussions à Moscou le 9 février 1990. Cela signifiait qu'il n'y aurait pas un pouce d'expansion au-delà de l'Allemagne.



Mikhaïl Gorbatchev discutant de la réunification allemande avec Hans-Dietrich Genscher et Helmut Kohl en Russie, le 15 juillet 1990. (Photo : Bundesbildstelle / Service de presse et d'information du gouvernement fédéral)

Des assurances verbales similaires concernant la retenue ou la non-extension de la juridiction/du territoire de l'OTAN vers l'est ont également été exprimées à cette époque par **le ministre des Affaires étrangères ouest-allemand Hans-Dietrich Genscher et le chancelier Helmut Kohl**, ainsi que par d'autres dirigeants occidentaux s'exprimant sur la transition de l'Allemagne de l'Est.

Même si cet accord était verbal et n'a pas fait l'objet d'un contrat écrit, l'expansion continue de l'OTAN et ses agressions contre la Russie constituent une violation d'un contrat éthique et moral. Selon l'interprétation que l'on en fait, les accords ou promesses verbaux peuvent être juridiquement contraignants. Dans ce cas précis, les opinions divergent largement ; par conséquent, au moins la partie morale et éthique de l'accord, ou de la promesse, a été violée.

L'élargissement illimité de l'OTAN est également à l'origine de la guerre actuelle en Ukraine – dont les détails relèvent d'un autre scénario. Il faut toutefois préciser que les États-Unis, par l'intermédiaire des pays européens membres de l'OTAN, mènent une guerre par procuration contre la Russie via l'Ukraine, une guerre qui n'a pas commencé seulement en février 2022, mais au plus tard en février 2014 avec le coup d'État du Maïdan à Kiev (**Jens Stoltenberg**, ancien secrétaire général de l'OTAN), et en réalité bien avant, dès le tournant du siècle, lorsque les États-Unis finançaient la préparation d'un « changement de régime » à Kiev à hauteur de plus de 5 milliards de dollars américains (Mme **Victoria Nuland**, alors **secrétaire d'État adjointe aux Affaires étrangères**).

Cette guerre hybride menée par l'OTAN a depuis fait près de 2 millions de morts, sans qu'aucune issue ne soit en vue. Et le monde reste les bras

croisés : personne ne tente de freiner l'OTAN, instigatrice de cette guerre, et encore moins le bloc de l'UE, puisque l'OTAN est également l'organe décisionnaire de l'UE en matière de politique de guerre.

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'OTAN a tué, directement ou indirectement par l'intermédiaire de mandataires, au moins entre 20 et 30 millions de personnes. En 1999, sous l'égide du président Clinton, l'OTAN a détruit la Yougoslavie, l'un des pays les plus prospères d'Europe sur le plan économique. Le prétexte invoqué était le conflit visant à arracher le « Kosovo » à la Serbie, sous la houlette, voire sous la direction, des États-Unis et de leurs alliés de l'OTAN. Un conflit qui, à ce jour, n'a toujours pas été résolu.

Le Kosovo n'est guère plus que la plus grande base militaire des États-Unis et de l'OTAN en Europe centrale et orientale. En tant que pays indépendant, le Kosovo n'est reconnu que par 90 à 110 pays (sur les 193 États membres de l'ONU), le chiffre exact faisant l'objet d'une controverse.

L'OTAN finance une propagande de la peur dans tout l'Occident, mettant en avant les risques de guerre, comme si les Russes allaient débarquer d'un moment à l'autre. Les Russes « arrivent » pour annexer l'Europe et le reste de l'Occident depuis la Seconde Guerre mondiale, ce qui a permis de maintenir l'industrie de la guerre à flot et de maintenir la population dans la peur, l'incitant à réclamer la protection de l'OTAN contre « les méchants Russes ».

Le 27 octobre 2026 dernier, l'OTAN a remporté le vote contre une Initiative pour la neutralité (IN) lancée par le peuple suisse il y a plus de deux ans.

Ce n'est que maintenant que la question a été soumise à un vote populaire. Au cours de ces deux dernières années, **la propagande anti-NI menée par l'OTAN et le gouvernement suisse a réussi à renverser l'opinion publique suisse sur la neutralité, en recourant à la propagande de la peur et en brandissant l'image d'un ennemi imaginaire – la Russie, bien sûr – partout où cela était possible. Le résultat a été un « NON » écrasant à la neutralité suisse.**

En effet, la petite Suisse, avec ses quelque 9 millions d'habitants, stratégiquement située au cœur de l'Europe occidentale, ne peut rester neutre, puisqu'elle accueille des organisations aussi illustres, exonérées d'impôts et bénéficiant de l'immunité diplomatique, que le Forum économique mondial (FEM) ; l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ; GAVI, l'Alliance pour les vaccins ; l'ONU (dont le véritable siège décisionnel est considéré comme étant à Genève) ; le CERN (Centre européen de recherche nucléaire) ; le Club de Rome ; la Banque des règlements internationaux (BRI) de Bâle, gérée à titre privé par les Rothschild et également appelée la « banque centrale de toutes les banques centrales », qui contrôle plus de 90 % des flux financiers mondiaux – ainsi que d'autres organismes internationaux tels que la FIFA et le Comité international olympique.

L'OTAN et ces organisations internationales internes à la Suisse, qui prétendent dicter leur loi sur les affaires mondiales, ainsi que la volonté politique du gouvernement suisse d'appartenir à l'Occident et d'y être intégré sur les plans économique et militaire, privent littéralement la Suisse de sa « neutralité éternelle » d'antan.

En effet, la petite Suisse, avec ses quelque 9 millions d'habitants, stratégiquement située au cœur de l'Europe occidentale, ne peut rester neutre, puisqu'elle accueille des organisations aussi illustres, exonérées d'impôts et bénéficiant de l'immunité diplomatique, que le Forum économique mondial (FEM) ; l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ; GAVI, l'Alliance pour les vaccins ; l'ONU (dont le véritable siège décisionnel est considéré comme étant à Genève) ; le CERN (Centre européen de recherche nucléaire) ; le Club de Rome ; la Banque des règlements internationaux (BRI) de Bâle, gérée à titre privé par les Rothschild et également appelée la « banque centrale de toutes les banques centrales », qui contrôle plus de 90 % des flux financiers mondiaux – ainsi que d'autres organismes internationaux tels que la FIFA et le Comité international olympique.

L'OTAN et ces organisations internationales internes à la Suisse, qui prétendent dicter leur loi sur les affaires mondiales, ainsi que la volonté politique du gouvernement suisse d'appartenir à l'Occident et d'y être intégré sur les plans économique et militaire, privent littéralement la Suisse de sa « neutralité perpétuelle » d'antan.

Après l'effondrement de l'Empire napoléonien (à la suite de l'invasion infructueuse de la Russie en 1812), la Suisse avait pratiqué la neutralité de 1813 à 1815, mais c'est en 1815 que les grandes puissances européennes – l'Autriche, la France, la Grande-Bretagne, la Prusse, la Russie, l'Espagne, le Portugal et la Suède – lui accordèrent la reconnaissance officielle de sa « neutralité perpétuelle ».

Cette neutralité perpétuelle reposait sur trois principes :

- 1) L'inviolabilité et l'intégrité du territoire suisse ;
- 2) L'indépendance de la Suisse vis-à-vis de toute influence étrangère ; et
- 3) Le fait que la neutralité suisse servait la paix et la sécurité de l'Europe dans son ensemble.

En 1815, la Suisse a adopté la neutralité par choix, et non pas simplement comme un statut imposé par les grandes puissances. En contrepartie, celles-ci ont garanti son intégrité territoriale et sa neutralité.

Malheureusement, les Suisses ont manqué l'occasion, en 1848, d'inscrire la neutralité suisse dans leur nouvelle Constitution.

Aujourd'hui, la Suisse, l'un des rares endroits au monde où la neutralité consistait à offrir ses bons offices – c'est-à-dire la médiation dans les conflits, la négociation d'accords internationaux, la défense active des droits de l'homme et des Conventions de Genève, ainsi que le respect de la Charte des Nations unies en tant que loi suprême –, est en train de céder ces principes à la machine de guerre et de mort qu'est l'OTAN et au bloc économique qu'est l'UE.

De manière officieuse, bien sûr, des officiers de haut rang, tant en activité qu'à la retraite, admettent que le gouvernement suisse s'est secrètement et clandestinement – sans en informer la population – déjà tellement rapproché de l'OTAN, avec sa nouvelle stratégie de défense, ses manœuvres conjointes et son équipement militaire de l'OTAN, qu'il n'y a pratiquement plus de distinction entre sa situation actuelle vis-à-vis de l'OTAN et une véritable adhésion à l'OTAN.

La plupart des Suisses ignorent encore à quel point leur pays est proche de l'OTAN. La plupart des gens à travers le monde ne se rendent pas compte de ce qui se passe en coulisses, à savoir qu'ils sont entraînés dans une alliance militaire et économique à laquelle ils ne souhaitent peut-être pas appartenir.

Un jour, le monde, y compris la Suisse, prendra conscience de la situation lorsqu'il réalisera qu'il est pris dans les griffes d'un appareil militaire et économique impitoyable qui a progressivement sapé la souveraineté des nations individuelles, les empêchant d'agir librement, de penser librement et de prendre leurs propres décisions en matière monétaire et de défense.

Espérons simplement qu'il ne sera pas trop tard lorsque cette prise de conscience aura lieu.

Peter Koenig

Article original en anglais :



NATO – A Globalized Military Network

Traduction : [Mondialisation.ca](https://www.mondialisation.ca)

Image en vedette : Capture d'écran. Source :

Traduction : [Mondialisation.ca](https://www.mondialisation.ca)

Image en vedette : Capture d'écran.

*

Peter Koenig est un analyste en géopolitique et un ancien économiste principal à la Banque mondiale et à l'Organisation mondiale de la santé (OMS), où il a travaillé pendant plus de 30 ans dans le monde entier. Il est l'auteur de *Implosion – An Economic Thriller about War, Environmental Destruction and Corporate Greed* et co-auteur du livre de Cynthia McKinney « *When China Sneezes : From the Coronavirus Lockdown to the Global Politico-Economic Crisis* » (Clarity Press – 1er novembre 2020).

Peter est chercheur associé au Centre de recherche sur la mondialisation (CRG). Il est également Senior Fellow non-résident de l'Institut Chongyang de l'Université Renmin de Pékin.

La source originale de cet article est [Mondialisation.ca](https://www.mondialisation.ca)

Copyright © Peter Koenig, [Mondialisation.ca](https://www.mondialisation.ca), 2026

SHOP GLOBAL RESEARCH

Articles Par :

Peter Koenig

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](https://www.mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](https://www.mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](https://www.mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca

[Vie privée](#)

Copyright © 2005-2026 [Mondialisation.ca](https://www.mondialisation.ca)